

de bureaux régionaux plutôt que d'entreprises de fabrication. Le gros de la valeur estimative totale découle de la présence de banques à charte canadiennes et de Manulife.

Deux accords ont été conclus en vue de faciliter les relations canada-singapouriennes en matière d'investissement : un échange de notes destiné à promouvoir et à protéger l'investissement canadien à Singapour (FILA) et un accord visant à éviter la double taxation.

La réserve de capitaux dont dispose l'île-État pour l'investissement étranger recèle un potentiel considérable d'investissement pour le Canada. En 1985, l'Economic Development Board (EDB) a créé le premier fonds de capitaux de risque du pays. L'île compte aujourd'hui plus de 20 fonds qui surveillent les possibilités d'investissement. En 1988, l'EDB a adopté une nouvelle politique d'investissements internationaux directs pour inciter les sociétés singapouriennes à investir à l'étranger de façon à créer un groupe de multinationales possédées et contrôlées par des Singapouriens. L'acquisition de technologie étrangère et la création de nouveaux marchés d'exportation constituent d'autres avantages.

Nous ne disposons d'aucune statistique fiable sur l'investissement direct de Singapour au Canada, mais les estimations les situent autour de 100 millions de dollars. Le potentiel de croissance est énorme. Les investissements de portefeuille sont substantiels puisque la société d'investissement du gouvernement de Singapour a investi plus de 1 milliard de dollars dans l'achat d'obligations du gouvernement du Canada et d'autres valeurs.

### **3.3 Efforts de commercialisation des explorations**

Un certain nombre de programmes publics et d'initiatives du secteur privé sont venus soutenir les efforts de commercialisation des exportations canadiennes à Singapour. Ils visaient à découvrir des débouchés pour les exportations canadiennes dans des secteurs donnés de l'économie de l'île et à établir des liens entre les milieux des affaires des deux pays.

Le nombre croissant de visites de haut fonctionnaires fédéraux et provinciaux et de missions du secteur privé à Singapour souligne l'intérêt grandissant du Canada pour l'île et l'Asie du Sud-Est.

En 1991, le Haut-commissariat du Canada à Singapour a aidé plus de 600 Canadiens en voyage d'affaires dans l'île. Outre les missions commerciales parrainées par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada (AECEC), un grand nombre de missions ont été organisées par des gouvernements provinciaux, souvent sous la conduite d'un ministre de l'Économie. Singapour est fréquemment le point de convergence de ces missions qui s'étendent à diverses régions de l'Asie du Sud-Est. L'Ontario, le Québec, l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont été les provinces les plus dynamiques à cet égard.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est l'organisme officiel de crédit pour l'exportation du Canada, qui fournit une assurance-crédit pour les exportations, des prêts, des garanties sur les prêts et d'autres services financiers qui favorisent le commerce canadien et aident les exportateurs canadiens.

La SEE facilite les transactions avec Singapour grâce à tous ses programmes d'exportation et reconnaît sans hésiter que la facilité d'accès à d'autres sources de financement comme les marchés nationaux de titres de créance et de valeurs mobilières, alliée à la large représentation des banques commerciales canadiennes, a réduit la nécessité pour elle de participer à l'achat de produits et services canadiens avec des acheteurs singapouriens.

Néanmoins, la SEE offre une large gamme de services concurrentiels à l'échelle commerciale qui sont attrayants sur le marché de Singapour et s'efforce de travailler avec les exportateurs canadiens et avec leurs banques commerciales à la mise en place de programmes financiers permettant d'exploiter les possibilités d'exportation. Le siège social de la SEE se trouve à Ottawa (Ontario) et la Société administre des bureaux régionaux dans tout le Canada.

Le programme de développement des marchés d'exportation (PDME) d'AECEC vise également à favoriser l'accroissement des ventes de produits et services canadiens à l'étranger. Depuis 1980, près de 6 millions de dollars ont été dépensés au titre de ce programme pour la réalisation de 926 projets dûment approuvés concernant Singapour. Les ventes réalisées grâce aux subventions du PDME se sont élevées à près de 200 millions de dollars au total depuis le lancement du programme, au début des années 1970.